



Manifestation à Lyon **29 septembre 2010 à 11h00** **Place Jean Macé → Bellecour**

**Les politiques d'austérité frappent tous les pays d'Europe
Les travailleurs européens doivent se battre ensemble
et conquérir de nouveaux droits !**

Le 29 septembre prochain, la Confédération Européenne des Syndicats appelle à manifester partout en Europe, contre les politiques d'austérité qui se multiplient dans les pays européens, toujours sur le dos des salariés, notamment les plus précaires : jeunes, femmes, chômeurs, migrants, retraités, ...

*Une manifestation européenne contre l'austérité et pour la croissance et l'emploi :
Pourquoi ? Quels enjeux ?*

On assiste au même scénario partout en Europe :

La dégradation croissante du travail

L'emploi se conjugue avec précarité. La réalité, ce sont la multiplication de contrats de travail de quelques heures permettant de réduire de manière mensongère les statistiques officielles du chômage. La réalité ce sont 23 millions de chômeurs en Europe, des dizaines de millions d'autres précarisés, fragilisés.

En Espagne, en Allemagne, il n'existe pas de salaire minimum. Dans tous les pays européens, l'emploi précaire se développe. De plus en plus de salariés ont des miettes d'emploi qui ne leur permettent ni de vivre convenablement, ni d'être couverts contre les risques sociaux, ni d'avoir accès à une retraite décente, ni de s'épanouir dans leur travail.

Face à cela, quelles réponses gouvernementales ?

L'austérité et la dégradation croissante des systèmes de protection sociale !

Le système de soin en Angleterre, le système des retraites en France, les salaires en Allemagne, le chômage en Espagne ...

Tous les pays européens ont la même politique : l'austérité, l'éclatement des systèmes de protection des salariés.

Tous les pays européens se plient aux exigences du patronat, des marchés financiers, des agences de notation.

Après la baisse drastique des financements publics et la diminution des postes dans les hôpitaux, universités, établissements scolaires, transports, et dans d'autres secteurs, en France comme en Europe, c'est le tour des retraites !

L'offensive est générale, la riposte doit être commune.

Tous les gouvernants s'appuient sur les retards d'autres pays pour aligner toutes les politiques sur le plus libéral, le moins social.

Quand un droit social recule dans un pays d'Europe, ce sont les autres pays qui sont aussi menacés. Le seul mot d'ordre du patronat, des gouvernants se résumant à « baisser" le coût du travail pour garantir la compétitivité ».

Oui à une Europe de l'emploi et de la protection sociale !

Développer des emplois de qualité, des « vrais » emplois, c'est moins de chômeurs, donc moins de dépenses pour l'indemnisation des chômeurs, plus de cotisations versées pour le maintien d'un système de protection sociale de qualité, plus de recettes pour le maintien des retraites par répartition.

**La ligne de conduite est la même partout en Europe : austérité.
Notre réponse doit elle aussi être unique : manifestation
européenne unitaire**

Oui à une manifestation des travailleurs, des chômeurs, des retraités le même jour dans toute l'Europe pour dire ensemble que dans nos pays riches, où la productivité s'améliore sans cesse et où les profits sont exorbitants, nous refusons que les droits sociaux soient mis à bas, que la misère et le chômage augmentent.

Les peuples d'Europe ne sont pas des concurrents déloyaux entre eux. Nous subissons tous des politiques de plus en plus injustes, de plus en plus dures.

Le 29 septembre, les syndicats espagnols appellent à une grève générale, les manifestations s'annoncent importantes en Belgique, en Italie et ailleurs.

**Le 29 septembre 2010 à Lyon : manifestation à 11h00
De la Place Jean Macé à la Place Bellecour.**

Soyons au rendez-vous, pour nous battre contre la dégradation de nos conditions de travail et de vie, pour une vraie revalorisation des salaires, le droit au travail, le droit à une retraite décente.

Contre :

- Les programmes d'austérité en Europe.
- La précarisation et le chômage.
- La dérèglementation du code de travail, la régression sociale.
- La pauvreté et l'exclusion sociale.

Pour :

- L'accès à l'emploi de qualité, des emplois stables, le développement de la formation pour tous.
- La garantie d'un salaire décent.
- La protection et le développement du pouvoir d'achat.
- La garantie de meilleures retraites.
- Des droits sociaux équivalents dans l'ensemble de l'Union Européenne par une harmonisation fiscale et sociale.
- L'accès à des services publics et sociaux de qualité.